

## **Le Conseil de gouvernement du jeudi 08 novembre 2012**

### **Le gouvernement décide d'interdire aux médecins du secteur public d'exercer dans le privé**

Le gouvernement a décidé d'interdire aux médecins du secteur public d'exercer dans le secteur privé, a annoncé, jeudi à Rabat, le ministre de la Santé, El Hossein El Ouardi.

Les médecins et les cliniques privées, qui ne respecteront pas cette décision, seront sanctionnés, a souligné M. El Ouardi lors d'un point de presse à l'issue de la réunion du Conseil de gouvernement.

Il a également indiqué que des commissions d'inspection veilleront, à partir des trois prochaines semaines, au suivi de la mise en œuvre de "cette décision politique irréversible", ajoutant que les dispositions nécessaires seront prises à l'égard des contrevenants.

Et d'ajouter que cette décision est prise conformément à la loi en vigueur dont l'article 57 interdit aux médecins d'exercer au même temps dans le secteur public et le secteur privé.

Cette décision intervient dans le but de valoriser les ressources humaines exerçant dans le secteur public à même de répondre, entre autres, aux besoins des citoyens en terme de prestations médicales, a expliqué M. El Ouradi .

Le ministre a, également, présenté un exposé sur la décision prise par son département relative à la "réduction immédiate" de plus de 50 pc sur les prix d'environ 320 médicaments de certaines maladies chroniques.

Cette réduction, qui entre en vigueur à partir de ce 8 novembre et qui pourrait atteindre dans certains cas jusqu'à 80 pc, concerne, en particulier, des médicaments destinés à des maladies graves et chroniques, a-t-il ajouté.

### **Le Conseil de gouvernement adopte un décret fixant les conditions de délivrance de la carte de l'artiste**

Expliquant la pertinence de ce décret, le ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi a indiqué que la pratique a laissé apparaître, cinq ans après l'application du décret no 2.05.1222 fixant les conditions et les modalités de délivrance de la carte de l'artiste, certaines lacunes, ainsi que des observations à son sujet, de la part des professionnels et des organisations les représentant. Ce décret ne permet pas, entre autres, de suivre les dispositions et de connaître la date de remise et de renouvellement des cartes.

Selon le communiqué dont lecture a été donnée par M. El Khalfi, lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement, le ministère de la culture a par conséquent, élaboré ce projet stipulant de nouvelles dispositions, dont la plus importante est la délivrance par l'autorité gouvernementale en charge de la culture de la carte de l'artiste, en plus d'une carte du technicien du spectacle réservées aux techniciens qui interviennent directement dans la réalisation des spectacles. Ledit projet fixe également

à cinq ans la durée de validité de la carte et définit les documents composant les dossiers de demande et de renouvellement.

D'après le texte, la carte confère à son détenteur la priorité au travail s'agissant des créations et des spectacles artistiques soutenus par l'Etat et lui permet de bénéficier des législations relatives aux accidents de travail, la sécurité sociale et la couverture médicale. La demande de renouvellement de ladite carte peut aussi être déposée trois mois avant sa date d'expiration.

Le projet stipule en outre que la commission de la carte de l'artiste examine les dossiers qui lui sont soumis au cours de l'année et statue dans un délai maximum de trois mois à partir de la date de dépôt de la demande. Le postulant à la carte, dont le dossier a été rejeté, pourrait présenter un recours à la commission dans un délai maximum de trente jours depuis la date de l'annonce des résultats.

### **Adoption d'un projet de décret visant à développer le Prix du Maroc du Livre**

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi, un projet de décret visant à développer le Prix du Maroc du Livre.

Présenté par le ministre de la culture, ce projet de décret modifie et complète le décret du 19 octobre 2006 relatif à la création du Prix du Maroc du Livre.

Après la réunion du Conseil de gouvernement, le ministre de la communication porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, a indiqué à la presse que le texte dénote la détermination du ministère de la culture à développer le Prix du Maroc du Livre dans le sens d'en faire un rendez-vous culturel important, une occasion festive pour les milieux culturels et un moment d'hommage et de reconnaissance des efforts des écrivains marocains.

El Khalfi a ajouté que le projet de décret comporte des amendements au Prix relatifs, notamment, à la langue des écrits en lice, dont l'arabe et l'amazighe ainsi que l'expression Hassanie et la mise en place de deux prix pour les sciences humaines et les sciences sociales et ce, en raison de la multitude des champs traités par ces deux disciplines.

Le projet conditionne également la candidature au Prix du Livre au dépôt à la Bibliothèque nationale du Royaume, des écrits des auteurs marocains publiés à l'étranger, porte de 5 à 6 le nombre des commissions du Prix du Maroc du livre et garantit la souplesse dans la fixation de la date de remise du Prix.